Ignacio RAMONET, *L'explosion du journalisme. Des médias de masse à la masse de médias*

Paris, Gallimard, coll. Folio actuel, 2013 [2011], 163 pages

François Borel-Hänni

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9481>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.9481

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2014

Pagination : 425-427

ISBN : 978-2-8143-0233-4

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

François Borel-Hänni, « Ignacio RAMONET, *L'explosion du journalisme. Des médias de masse à la masse de médias* », *Questions de communication* [En ligne], 26 | 2014, mis en ligne le 31 décembre 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9481> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.9481>

utilisées comme l'entretien semi-directif, par exemple. La deuxième est empirique : la plupart des études de terrain portent sur la ville ou le quartier ; ainsi le département et la région sont-ils peu traités alors que, depuis plusieurs années, la question de la réforme territoriale est présente dans l'espace public national et structure bien des débats politiques locaux. La dernière mais la plus importante, la troisième est théorique. Parlant d'espace public, les auteurs font évidemment référence à Jürgen Habermas. Mais ils le font sans rendre compte de l'évolution de la pensée du chercheur allemand. Or, ce dernier a beaucoup travaillé la question depuis 1962 et la parution, en Allemagne, de *L'espace public* (1962). C'est pourquoi, *Droit et démocratie. Entre faits et normes* (Habermas J., 1992, trad. de l'allemand par R. Rochlitz et C. Bouchindhomme, Paris, Gallimard, 1997) et la conférence de Dresde de 2006 donnée devant des spécialistes de communication politique du monde entier proposent des conceptualisations théoriques de l'espace public très éloignées du premier Habermas, donc très éloignées de la représentation conceptuelle à laquelle se réfèrent la plupart des auteurs. De plus, le lien entre espace public et médias n'est guère interrogé de manière critique. En effet, à l'exception de Benoît Berthou (« Images de territoires et territoire en image : "Angoulême, capitale de la BD", pp. 39-65) qui montre les rapports entre un média (la BD) et des lieux publics (les rues d'Angoulême), les auteurs de l'ouvrage semblent confondre espace public et médias. Pire, ils assimilent, sans jamais le justifier, TIC et espace public comme s'il était évident qu'un blog associatif, par exemple, puisse être considéré comme un élément constitutif de l'espace public local. Or, cela ne va pas du tout de soi. Dans la note 14 de la conférence de Dresde, Jürgen Habermas rappelle que si l'internet possède bien des vertus (il revitalise le désir d'égalité entre celui qui écrit et celui qui lit et favorise la fin du secret dans un régime autoritaire), il possède aussi l'inconvénient majeur de fragmenter une large audience en une multitude de publics isolés. Autrement dit, l'internet crée certainement des espaces communs ; il ne crée pas forcément des espaces publics.

Malgré ces quelques imperfections, cet ouvrage collectif de bonne tenue est un livre à recommander à tout étudiant et chercheur travaillant sur les liens entre communication et territoire.

Éric Dacheux

Consol, université Blaise Pascal Clermont Ferrand,
F-63000
eric.dacheux@univ-bpclermont.fr

Ignacio RAMONET, *L'explosion du journalisme. Des médias de masse à la masse de médias.*

Paris, Gallimard, coll. Folio actuel, 2013 [2011], 163 pages

Sous-titre de cette réédition de l'ouvrage d'Ignacio Ramonet, la mention « Des médias de masse à la masse des médias », est en soi plus éclairante que le titre principal. *L'explosion du journalisme* certes, mais duquel ? Le lecteur serait tenté de penser qu'il s'agit d'un certain journalisme « traditionnel » (p. 22) dont *Le Monde diplomatique*, le mensuel qu'Ignacio Ramonet dirigea de 1990 à 2008, serait le porte-étendard. Un journalisme « fiable et de qualité » (p. 133), respectueux du « droit des citoyens à une information rigoureuse et vérifiée » (p. 59) et qui, comme l'exprime le sous-titre, sert les citoyens dans leur ensemble au lieu d'être objet d'une surenchère entre entreprises à but lucratif. Or, la masse toujours grandissante de médias se fait concurrence, proposant un produit de basse qualité à des « consommateurs » (p. 110) qui se font rares. Informer n'est pas, ou plus, rentable, d'où la destruction de ce modèle de référence, l'explosion du relatif équilibre dont aurait joui le journalisme ces dernières années. Car, si l'auteur réfute le fait que « le journalisme traditionnel » ait connu un « âge d'or », le métier se « désintègre littéralement » (p. 22). Cette assertion implique la transition d'un état vers un autre et une situation antérieure réputée préférable à l'actuelle. Pas d'« âge d'or » donc, mais une série de dangers nouveaux dans leur expression plus que dans leur substance : en effet, la plupart sont de nature économique. Ainsi ce constat : « À la question "Qu'est-ce qu'une information", les médias aux abois tendent désormais à répondre uniquement en termes d'audience » (p. 16). Cela donne le ton pour la suite de l'ouvrage dont le découpage épouse les aspects les plus saisissants, selon Ignacio Ramonet, de l'explosion par massification.

L'explosion du journalisme se veut plus qu'une simple recension de faits et cherche à mettre la profession en perspective. Dès les premières lignes, le lecteur est avisé d'un « changement de paradigme » (ou d'« écosystème », p. 10), ce qui entre en cohérence avec le titre et le sous-titre. L'information ou plutôt la « recherche de vérité », est un « *work in progress* », non un « produit fini » (p. 11). Processus fixe, standardisé et formalisable, mais en cours de redéfinition ? Ou matière en perpétuel mouvement qui subit d'incessants changements, plus ou moins importants mais permanents ? Malheureusement, l'auteur ne va pas au bout de son ambition et ne parvient pas à choisir entre les différentes possibilités. Il semble hésiter entre la défense de sa conception du journalisme, ce qui demanderait un travail théorique de définition et

justification, et le besoin de ne pas enfermer la profession dans un quelconque carcan pour laisser se développer d'éventuelles « dynamiques inédites » (p. 19). En l'occurrence, Ignacio Ramonet évoque l'internet et les nouveaux canaux de communication qui permettent aux citoyens de se substituer aux journalistes devenus des « forçats de l'info » (p. 34) employés par des médias de masse « *appareils idéologiques de la mondialisation* » (p. 55, souligné dans le texte). Ce qui pourrait apparaître comme le nouveau paradigme évoqué en introduction et donner lieu à un ouvrage à part entière n'est, en réalité, qu'un espoir, une hypothèse évoquée en une dizaine de pages (« Innovations et réussites », pp. 71-80) au milieu d'un flot de menaces réelles et richement documentées.

En effet, à défaut d'une réelle analyse de fond, les exemples et la documentation font la richesse du propos. La position politique, voire le parti pris d'Ignacio Ramonet, l'un des fondateurs de l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac), n'est un mystère pour personne. On n'attend pas de lui une parfaite objectivité, d'autant moins qu'il s'exprime ici en tant qu'essayiste, en son nom propre. S'il défend la « liberté d'expression », qui ne peut se diluer dans la « liberté d'entreprise » (p. 59), c'est celle de l'expression à fins d'information éclairée, instruite, « de qualité, complète, libre, indépendante et pluraliste », comme il est inscrit dans la Charte d'éthique professionnelle du Syndicat national des journalistes. Ce sont les menaces courues par cette conception du journalisme que recense l'auteur. Plutôt qu'une thèse, Ignacio Ramonet défend une façon de pratiquer le métier qui lui est cher. Le propos circonscrit, nous disposons d'un catalogue nerveux et précis des différents mouvements qui obèrent ou parfois encouragent la réalisation d'un journalisme au service du public, le recueil et l'émission d'une information utile au citoyen. Le chapitrage – en parties d'inégale densité – suit cette idée sans qu'il ne soit possible de détecter une réelle cohérence dans le choix des questions posées – « Vers quels modèles de rentabilité » (pp. 109-130), « Les journaux vont-ils survivre ? » (pp. 131-135) – ou des éléments relevés – des « Serial bidonneurs » de l'intervention américaine en Irak de 2003 (pp. 61-70) à « Wikileaks » (pp. 81-108).

L'ouvrage est donc un plaidoyer touffu en faveur de ce qu'un professionnel expérimenté et reconnu considère comme un journalisme de qualité, concept non défini mais lisible en creux à travers les exemples. Ceux-ci sont nombreux, solidement documentés et parfois méconnus comme l'affaire du *Probo Koala* (pp. 85-86), une des premières sorties de *Wikileaks*, passée

inaperçue en France. Les points mis en relief, dont tous n'ont pas la même pertinence (quel intérêt à évoquer la « fin du Blu-Ray ? », p. 22), ont le mérite de l'exhaustivité. Tout ce qui influe sur les conditions d'exercice du journalisme est abordé, éléments parfois nouveaux et, surtout, actualisation de questionnements anciens souvent liés aux enjeux économiques de l'information. La notion de service public consubstantielle à l'acte d'informer, « vie[ille] comme le monde » (p. 91), est mentionnée à plusieurs reprises. Informer doit-il être rentable ? Le problème est interrogé par la perspective traditionnelle du financement des médias (« concentration excessive », p. 57 ; « journalisme à but non lucratif », pp. 71-72) ou par celle, plus actuelle, du surgissement d'acteurs bénévoles tels *Wikileaks*, qui se font fort de défendre la démocratie en rendant publiques des informations que les journalistes, jugés défaillants, n'ont plus le pouvoir de faire connaître. « Tout agent manipulant des fichiers » a aujourd'hui les moyens et l'autonomie d'exercer un tel devoir au nom du droit du public à l'information, pour peu qu'il soit « scandalisé par le décalage moral entre ce qu'il apprend [dans les fichiers fuités] et la fausse version qu'en donnent les responsables politiques » (p. 91). Les répercussions politiques et médiatiques de ces modes de transmission modernes sont objet d'une longue étude enrichie par les propos de Julian Assange (fondateur du site *WikiLeaks* connu pour la diffusion d'informations diplomatiques confidentielles) ou par des situations (tunisienne, israélo-palestinienne) souvent oubliées en 2014, puisque la dernière actualisation de l'ouvrage date du début 2012. Cette facette du sujet conduit l'auteur à s'interroger sur la valeur ajoutée du journaliste face à la puissance technique des nouveaux moyens de communication, outils de massification de l'information qui, à terme, pourraient le remplacer et, dès aujourd'hui, le « pressur[ent] » (p. 30) en réduisant les durées tout en augmentant les débits. Ainsi l'ensemble de l'ouvrage fonctionne-t-il en allers-retours permanents sans construction solide, mais avec une évidente cohérence de pensée. Le journaliste défendu par Ignacio Ramonet a un rôle à jouer devant la société, une expertise unique à protéger, une « exigence de qualité » (p. 135) propre que l'auteur, ne parvenant pas à trouver les bons mots, définit grâce à des faits situés à l'exact opposé de cet idéal. Ainsi la nature en apparaît-elle en creux, surtout dessinée par les obstacles – nouveaux ou anciens – qui lui font face.

La richesse de l'ouvrage est aussi sa faiblesse. Qui trop embrasse, mal étreint, surtout en 136 pages. La grandiloquente *Explosion du journalisme* n'en est pas une, plutôt une redéfinition. Ce terme serait plus juste et souffrirait moins du décalage entre le caractère soudain,

voire alarmiste, du titre et les exemples qui s'étendent sur trois décennies, révélateurs d'un questionnement ancien bien que son expression se renouvelle. Obsolète en certains aspects – le passage sur *Wikileaks* ignore les révélations d'Edward Snowden sur l'espionnage à grande échelle pratiqué par le gouvernement américain, celles-ci datant de 2013 –, l'ouvrage souffre aussi d'erreurs factuelles étonnantes qui sont autant de contre-arguments opposables à l'auteur. Il est facile de vérifier qu'Édouard Balladur n'était pas Premier ministre en 1987 (p. 145, note 7 du chapitre II) ou qu'un ancien secrétaire américain à la Défense se nomme Robert Gates, et non « Graves » (p. 94).

Inutile d'espérer de cet essai stimulant qu'il évacue une partie du « flou » (Ruellan D., 1993, *Le professionnalisme du flou. Identité et savoir-faire des journalistes français*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble) qui entoure le journalisme en tant que profession formelle, délimitée et normée. Là n'est pas son but : l'auteur y défend l'utilité et le savoir-faire d'une corporation empêchée par diverses menaces, internes ou externes, d'agir en toute indépendance et responsabilité, conformément à sa mission d'information du citoyen. La revue de ces écueils, étoffée de situations et de citations variées, fait tout l'intérêt du livre. Dès lors, le chercheur peut y puiser de quoi tracer un portrait du journalisme d'aujourd'hui et s'en servir pour ébaucher une définition de la profession.

François Borel-Hänni

URePSS, université Lille 2, F-59000
pacoborel@yahoo.fr

Technologies

Amaelle GUITON, *Hackers. Au cœur de la résistance numérique*.

Paris, Éd. au Diable Vauvert, 2013, 245 pages

Amaelle Guiton propose une intéressante immersion dans l'univers des hackers et « hacktivistes » qui, grâce à l'internet, s'attachent, selon eux, à rendre « le monde meilleur ». À l'aide de nombreux entretiens, le livre donne largement la parole à différents acteurs de cette communauté pour tenter de comprendre la diversité vaste et contrastée des objectifs, des modes d'action et d'organisation, des motivations, des usages et possibilités en regard des logiques sécuritaires actuelles et les moyens pour s'en affranchir. Cette approche claire, construite et fluide a le mérite de dresser un panorama à la fois très documenté et accessible de l'activisme numérique, fondé sur une éthique singulière révélant de nombreuses potentialités.

En ce sens, Amaelle Guiton, s'efforce de dépasser toute ambiguïté en décomposant les amalgames inquiétants de la dénomination *hacker*, fondamentalement à l'opposé « du raccourci classique – et désespérant où : *hacker* égale *pirate informatique* » (p. 21). Elle déplore que « les hackers, doivent depuis des années composer avec cette image négative auprès du grand public et subir cette confusion permanente » entretenue par le médias, les politiques et les fictions hollywoodiennes (p. 21). De fait, loin des stéréotypes, il s'agit surtout de personnes s'attachant à « comprendre le fonctionnement d'un mécanisme, afin de pouvoir bidouiller pour le détourner de son fonctionnement originel » (p. 22). Être hacker, c'est d'abord être dans une démarche, celle du *hack* pour *assimiler, bidouiller, détourner*. D'ailleurs, être hacker n'est pas nécessairement lié à l'informatique, c'est d'abord une « façon de faire, façon de penser; féconde en tout temps et en tout lieu. Pour un hacker, nous sommes tous, potentiellement, des hackers » (p. 24). Il s'agit d'un usage créatif de la technique pour régler un problème ou un challenge ou concrétiser une idée sans se soucier des limitations arbitraires imposées. Plus que cela même, « c'est un état d'esprit qui consiste à contrôler la technologie, plutôt que de se laisser contrôler par elle » (p. 25). Pourtant, on ne devient pas hacker; c'est une manière innée d'appréhender son environnement par la connaissance avec une indéniable dimension ludique : « Démarche curieuse, démarche joyeuse. Les hackers sont de grands enfants et l'assument ». Le *hack* serait donc un moyen de « s'amuser dans l'utilisation de son intelligence » (p. 29). Pourtant, le hacker « ne marche pas dans les clous, ne respecte pas les modes d'emploi. C'est même tout le contraire. Pour autant, il ne fait pas n'importe quoi » (p. 35), il suit une éthique précise et universelle qui tient en six points : « 1/ l'accès aux ordinateurs, et plus généralement à tout ce qui peut améliorer la connaissance, doit être total et illimité ; 2/ l'information doit être libre ; 3/ il faut se méfier de l'autorité et promouvoir la décentralisation ; 4/ les hackers doivent être jugés sur ce qu'ils font, non selon leurs diplômes, leur âge, leur origine, leur sexe ou leur position sociale ; 5/ on peut créer de l'art et de la beauté avec un ordinateur ; enfin, 6/ les ordinateurs peuvent changer la vie – en mieux » (p. 36). Il est intéressant de noter que, dans ces points, rien ne contrevient à la loi, et rien n'indique spécifiquement de la respecter, même si, « dans la démarche de découverte, il y a toujours un moment où on franchit la ligne jaune » (p. 40). Partage, ouverture, décentralisation, libre accès, sont donc les valeurs fondamentales de la culture hacker qui agit généralement dans l'intérêt du plus grand nombre et de la communauté à l'encontre de celles du contrôle et de la répression.